

## Gilets jaunes : Emmanuel Macron étudierait la possibilité d'organiser un référendum



Le ministère de l'Intérieur a fait expertiser la possibilité d'organiser un référendum le jour des élections européennes.

C'est le JDD qui l'annonce : Emmanuel Macron s'est presque converti à l'idée d'un référendum couplé avec les élections européennes, le 26 mai. Le journal cite des sources haut placées qui affirment que le chef de l'État réfléchirait à cette éventualité pour sortir de la crise des "gilets jaunes". Et l'hebdomadaire d'avancer une "preuve tangible" de son information : " le bureau des élections au ministère de l'Intérieur, chargé de l'organisation des scrutins, a pris langue en fin de semaine avec des imprimeurs et papetiers afin d'être prêt pour le jour J, si le chef de l'État confirme ce calendrier."

En organisant un référendum le 26 mai, "l'exécutif tenterait de rebondir aussitôt après les conclusions du grand débat", avance le JDD. Mais la ou les questions qui serai(en)t posé(es) ne sont pas connues.

Invité à réagir à cette information, le président de Les Républicains Laurent Wauquiez a déclaré, lors du Grand rendez-vous Europe 1- Les Echos-CNews, qu'il fallait faire "attention à ce que de ce grand débat n'accouche pas une souris" et que les solutions envisagées ne portent pas que sur "des sujets très coupés des préoccupations des Français". La question d'une dose de proportionnelle ou du nombre de parlementaires ne constitue pas la "première revendication" des Français, a rappelé Laurent Wauquiez.

Sur BFM, Marine Le Pen a de son côté dit qu'elle est "toujours d'accord" avec l'idée d'un référendum, mais a dénoncé une "manoeuvre" de l'Élysée. "Avant même d'avoir lancé le grand débat, il avait déjà décidé de proposer un référendum le jour des Européennes pour détourner évidemment le sujet d'intérêt des Européennes, où il sait que les positions qu'il défend sont tout à fait minoritaires dans le pays", a-t-elle affirmé. Pour elle, la solution pour sortir de la crise des Gilets jaunes "du jour au lendemain" est de "faire voter la proportionnelle intégrale, la baisse du nombre de parlementaires, le référendum d'initiative populaire. Puis d'annoncer la dissolution de l'Assemblée nationale et revenir aux urnes pour que les Français puissent voir élire une Assemblée nationale qui soit représentative de l'ensemble du spectre politique".